

Pauvres bêtes !

***L'épizootie de fièvre
aphteuse ou les dérives
annoncées d'un principe
de précaution mobilisé
pour justifier un massacre.
Quand il s'agit d'intérêts
commerciaux.***

par Michel Turpin

Institut européen de cindyniques

Se référer au principe de précaution pour justifier les mesures prises est sans doute politiquement correct et four-

Dans notre présentation du rapport de Mme Viney et de M. Kourilsky [1] sur le principe de précaution, nous nous interrogeons sur les dérives possibles de son application. Le présent malheureusement confirme nos craintes, au-delà même de ce que nous envisageons alors. C'est donc au nom des centaines de milliers de vaches, bœufs, béliers, brebis et agneaux massacrés et brûlés dans de gigantesques autodafés que nous demandons aux gouvernants et aux multiples organismes d'experts qui les conseillent : « Arrêtez de tout mélanger et revenez au bon sens ».

Les mesures mises en œuvre pour enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse relèvent de la stricte prévention. Le risque est connu depuis longtemps.



Les animaux malades de la peste de Gustave Doré - collection Viollet

*Il n'y a pas d'incertitude pour la fièvre aphteuse, on la connaît bien.
On sait combien elle est contagieuse et que, comme les animaux de
Jean de la Fontaine « Ils n'en mourraient pas tous, mais tous étaient frappés ».*

nit aux journalistes, en particulier de télévision, de belles phrases. Mais c'est un contre-sens grave et certainement le plus sûr moyen de disqualifier définitivement ce principe comme fondement possible de décisions raisonnables face aux incertitudes de la science. Car il n'y a pas d'incertitude pour la fièvre aphteuse. On la connaît bien. On sait combien elle est contagieuse, et que, comme les animaux de Jean de La Fontaine :

« Ils n'en mourraient pas tous, mais tous étaient frappés ».

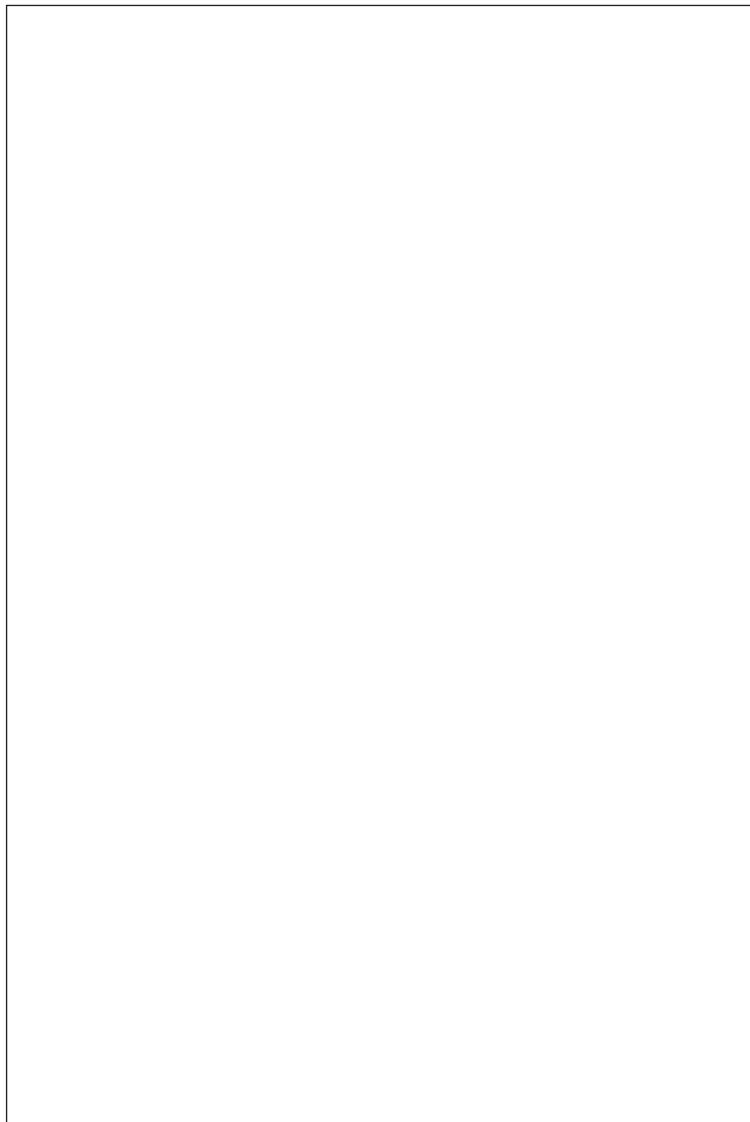
Mais on sait aussi qu'elle est sans danger pour l'homme et que l'on dispose d'un vaccin.

Pourquoi alors cet état de guerre et ces hécatombes ?

Au fait, jamais au cours de ces dernières semaines je n'ai entendu un responsable politique, un expert ou un journaliste faire cette remarque de bon sens : vous contrôlez les humains, vous contrôlez les animaux d'élevage, vous abattez et brûlez, mais que faites-vous pour les animaux sauvages ? Est-ce que les lièvres, garennes, chevreuils, cerfs et sangliers qui se moquent de vos décisions et de vos barages, ne risquent pas de propager quand même la maladie ? Au nom de la « précaution » tous les Nemrods devraient être appelés sous les drapeaux pour les abattre sans pitié.

Après deux semaines, le gouvernement anglais a d'ailleurs reconnu sa défaite : l'épizootie est hors de contrôle en Grande-Bretagne. Mais, malgré tout, il persiste dans l'absurde en refusant encore le recours généralisé à la vaccination.

Pourtant il y a eu dans le passé de nombreux épisodes de fièvre aphteuse. J'en garde de très nets souvenirs de mon enfance dans un milieu rural en pleine zone d'élevage : le Bourbonnais. Je n'y ai jamais vu abattre un troupeau parce qu'une vache y était malade.



Sergio Larrain /Magnum photos

Les Etats-Unis qui ne connaissent pas, ou prétendent ne pas connaître, la fièvre aphteuse ont convaincu le monde que toute viande issue d'un animal vacciné contre cette maladie devait être exclue du commerce mondial.

Il faut dire qu'alors ne régnait pas la surproduction et que l'animal était un bien trop précieux pour le sacrifier sans de très bonnes raisons. Et pourtant, ces épizooties furent toutes rapidement enrayerées et la plupart des malades survécurent et eurent beaucoup d'enfants.

Car, à l'époque, on recourait sans hésiter à la vaccination. Ce qu'on s'interdit aujourd'hui, au nom de la mondialisation et du commerce international. Car la vraie raison du massacre est bien celle-ci : une banale affaire de gros sous, dans le cadre de la mondialisation et qui pourtant ne semble pas provoquer de réactions de ses adversaires les plus médiatiques.

Les Etats-Unis qui ne connaissent pas, ou prétendent ne pas connaître, la fièvre aphteuse ont convaincu le monde que toute viande issue d'un animal vacciné contre cette maladie devait être exclue du commerce mondial.

Au nom de la précaution sans doute bien que cette décision date d'une époque où on ignorait ce principe et vienne d'un pays qui le rejette. Mais, ce faisant, les Yankees ont condamné les autres exportateurs, au premier rang desquels l'Europe, mais aussi l'Argentine, à renoncer à l'arme la plus efficace pour enrayer une épizootie.

Comme, en plus, on va ainsi résorber les excédents de production de viande, la hausse des prix est assurée et l'avenir radieux pour les éleveurs (nord-américains d'abord) qui échapperont au fléau. L'évolution du cours du mouton en Nouvelle Zélande illustre cette conséquence.

Bien joué et bravo !

Pourquoi alors nos responsables politiques ne mettent-ils pas en œuvre un autre principe, celui de la transparence, pour bien expliquer les enjeux ? Pourquoi se cacher derrière le principe de précaution et risquer ainsi de le discréditer définitivement en l'identifiant à la mise en place de mesures d'un coût exorbitant, finalement inefficaces et qui donnent lieu à des spectacles insoutenables.

Beaucoup, dont je suis, croient à l'intérêt pour nos démocraties d'une utilisation du principe de précaution là où il faut l'appliquer, c'est-à-dire pour décider face à l'incertain après un authentique débat démocratique. C'est une tâche difficile qui exige de la mesure et du bon sens. Tout le contraire de ce qu'on observe.

Cessez mesdames et messieurs les responsables, experts, journalistes, d'évoquer à tort et à travers un principe qui ne sera légitime que si on en limite l'usage. Parlez de

prévention, de protection puisque c'est ce dont il s'agit. Donnez aussi clairement vos raisons : le coût des bêtes sacrifiées face aux bénéfices du commerce sauvegardé - les citoyens consommateurs risquent de demander « pour qui les coûts ? », « à qui les bénéfices ? ». Et ayez pitié de ces pauvres bêtes inutilement sacrifiées.

Songez, enfin, au spectacle que nous donnons à tous ceux, et il sont des milliards dans le monde, qui ont faim et doivent se demander pourquoi on brûle tous ces animaux sans même vérifier s'ils sont malades et en sachant que, de toutes façons, le virus dont ils peuvent être porteurs est sans danger pour l'homme.

Ces bûchers qui se consomment dans nos campagnes illustrent tragiquement le fossé entre les affamés et les repus.

Bibliographie

[1] M. Turpin : le principe de précaution : un rapport au premier ministre, de Ph. Kourilsky et G. Viney. *Responsabilité et Environnement* – Annales des Mines – n° 20, octobre 2000, Eska, Paris.